Burqa : des réactions identitaires au sein de la communauté musulmane

16/07/2009 à 17h44

Article du Monde de ce jour – Merci Roger

Beaucoup n'en reviennent pas eux-mêmes. Alors qu'il y a quelques semaines ils étaient les premiers à juger "inadapté" le voile intégral arboré par certaines de leurs "soeurs", des musulmans adeptes d'un "islam du juste milieu" se surprennent aujourd'hui à prendre leur défense ou tout au moins à exprimer leur "solidarité" avec ces femmes pourtant assez peu représentatives de l'islam de France.

"Jusqu'à présent, je pouvais dire sans problème aux jeunes filles qui se posaient la question, que cette tenue est inadaptée en France. Aujourd'hui, même si je le pense toujours, je ne peux plus le dire, témoigne Abdallah Dliouah, imam dans la région lyonnaise. Ce serait ressenti comme une trahison dans un contexte où les musulmans se sentent stigmatisés."

Echaudée par les débats qui ont précédé l'adoption de la loi de mars 2004 sur l'interdiction du foulard islamique à l'école, la communauté musulmane ressent comme une attaque contre l'islam en général les discussions engagées depuis l'installation de la mission d'information parlementaire sur le port du voile intégral en France, le 1er juillet. Présidée par le député communiste (Rhône-Alpes) André Gerin, la mission a reçu mercredi 15 juillet une dizaine d'associations féminines et les maires d'Evreux (Eure) et de Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines). Tous les intervenants se sont prononcés pour l'adoption d'une législation permettant de donner "un coup d'arrêt" à ces pratiques "antirépublicaines, racistes, machistes, communautaristes ou troublant l'ordre public".

"Les musulmans, quelles que soient leurs convictions

religieuses, sont scandalisés que l'on envisage une nouvelle loi d'interdiction, qu'ils jugent islamophobe", assure Saïd Branine, responsable du site Oumma.com. "Et pourtant, a priori, l'écrasante majorité des musulmans ne sont pas très partants sur le niqab", précise le webmaster, qui a lancé un sondage sur le sujet et dont les résultats seront envoyés en septembre à la mission. Le site a aussi mis en ligne un sketch qui dénonce l'absurdité d'arrêter une femme en niqab.

Les sites communautaires foisonnent de réactions dénonçant "l'acharnement" ou l'opportunité politique d'un débat destiné à "détourner l'attention de l'opinion publique des difficultés" du moment. Beaucoup craignent que cette attaque anti-burqa ne cache une nouvelle offensive contre "le voile islamique normal". "C'est une étape pour rendre plus difficile la vie des musulmans en France", s'inquiète M. Dliouah.

Une pétition "contre une nouvelle loi islamophobe" a recueilli quelque 5 700 signatures en trois semaines. Elle met en garde contre "le repli communautaire, les tensions identitaires et les discriminations sociales des musulmans" que, selon les initiateurs du texte, une nouvelle loi ne manquerait pas de provoquer. "La France aura les musulmans qu'elle mérite, écrit l'un des signataires, Jamal Elmidaoui, citoyens à part entière, intégrés à la communauté nationale ou entièrement à part et repliés sur eux-mêmes."

"Sur ce sujet, les musulmans sont écorchés vifs et il n'y a guère de place pour le débat ou la nuance, estime Mohammed Colin, responsable du site Saphir news. Ce débat est perçu comme une agression contre l'islam. Lorsqu'on maltraite une partie de l'identité d'une personne, on la renforce. C'est un jeu dangereux. Couplé au meurtre d'une musulmane dans un tribunal en Allemagne, il suscite un climat de paranoïa inquiétant."

Une partie des musulmans regrette le fossé qui se creuse sur cette question avec les non musulmans, qu'ils sentent "majoritairement favorables à une loi". Des tensions sont en outre apparues entre des salafistes, partisans du niqab, et certains imams. Mahmoud Doua, imam à Talence en a fait les

frais le 5 juillet : après une intervention télévisée dans laquelle il condamnait pourtant le principe d'une loi, il s'est fait molester par des salafistes. Il a porté plainte.
Stéphanie Le Bars
(source)